

pouvoir bénéficier, par le truchement d'organisations multilatérales ou grâce à des accords bilatéraux, d'une aide substantielle pour s'attaquer aux problèmes environnementaux du pays, notamment la catastrophe dans la région de la mer d'Aral.

Les conditions imposées au niveau politique ont cependant été une source de friction importante, particulièrement dans les relations avec les États-Unis. Ces derniers ont tenté, avec un certain succès, de lier l'aide économique à l'acceptation par le Kazakhstan d'une aide au chapitre du développement politique visant notamment l'organisation des partis politiques et la création de groupes fonctionnels indépendants comme les syndicats ouvriers. Il est clair que les autorités kazakhes se méfient de ces efforts<sup>46</sup>.

La deuxième grande question dans les relations avec l'Occident relève de la politique de sécurité et de défense — soit le problème de la prolifération et du désarmement nucléaires. Le Kazakhstan a accepté en principe de remettre ses têtes nucléaires stratégiques à la Fédération de Russie et a signé le Traité de non-prolifération à l'occasion de la visite du vice-président américain Al Gore en décembre 1993. Toutefois, au moment d'écrire ces lignes, les arrangements compensatoires à cet égard n'avaient pas encore été parachevés et les problèmes couplés du démantèlement des missiles et du nettoyage du centre d'expérimentation nucléaire de Semipalatinsk n'avaient pas encore été réglés. Les Kazakhs parlent généralement d'un milliard de dollars en compensation et de deux milliards pour le démantèlement et le nettoyage. Je ne crois pas que des têtes nucléaires aient quitté le pays, mais s'il y en a eu, leur nombre a été très faible. Cela dit, les chances sont assez bonnes que le processus de dénucléarisation se fasse de façon raisonnablement ordonnée. Le sentiment antinucléaire est très fort au Kazakhstan et, à la différence de la situation en Ukraine, le Président n'a pas à composer avec un parlement difficile.

## IMPLICATIONS POUR LE CANADA

En discutant des implications de la présente analyse pour le Canada, il faut d'abord se rappeler que le Canada ne peut qu'apporter une contribution très limitée à la solution des problèmes fondamentaux du Kazakhstan, qu'il s'agisse de politique intérieure ou extérieure.

---

<sup>46</sup> Lorsque j'étais à Almaty en juin 1993, l'administrateur de l'USAID, William Attwood, y a effectué une visite afin de signifier aux autorités, entre autres choses, que les États-Unis n'appréciaient pas l'ingérence officielle dans les activités des organisations non gouvernementales américaines s'occupant de développement politique et de démocratisation et que si le gouvernement ne se montrait pas plus coopératif, les États-Unis pourraient reconsidérer leur politique d'aide économique.